

# LUTTE

# OUVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS  
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES  
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE  
ET A LA GUADELOUPE  
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

## SOMMAIRE

EDITORIAL: ÉLECTIONS CANTONALES	Page 1
100 <sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LÉNINE	Page 3
PETITS COMMERÇANTS EN COLÈRE	Page 5
BAILLONNER LES RÉVOLUTIONNAIRES	Page 7
LA S.I.G. AUGMENTE SES LOYERS	Page 9
A. G. E. G.	Page 12
VIE DE L'ÉMIGRATION	Page 14
LUTTE SYNDICALE	Page 17
CAMBODGE: COUP D'ÉTAT	Page 22

Prix : 1F.

N° 40 - 13 AVRIL 1970

MENSUEL

# ÉDITORIAL

MARTINIQUE

GUADELOUPE

APRÈS LES

ÉLECTIONS

CANTONALES

Au mois de Mars se sont déroulées les élections cantonales. Les candidats du PCM (à la Martinique) du PPM; du PCG (à la Guadeloupe), du Parti socialiste et de l'UDR se sont affrontés pour le partage des 18 sièges à pouvoir dans chacun des D.O.M.

Qu'y a-t-il à dire de ces élections sinon qu'elles se sont déroulées dans l'indifférence générale, hormis un ou deux incidents provoqués par les hommes de mains de l'UDR à Basse-Pointe et à Sainte-Anne. Le gouvernement n'ayant pas grand chose à craindre, ni du PCG, ni du PCM ou même du PPM de Césaire, laissa les choses se dérouler "normalement". La pratique n'est plus à l'intervention de CRS et gendarmes dans les bureaux de vote, où à peine 50% de votants se rendent effectivement. Le Préfet représentant de l'administration coloniale, préfère les garder en réserve pour les jours de colère des travailleurs.

Les partis communistes sont allés à ces élections avec la même routine que par le passé, parlant de la "défense des intérêts populaires" au Conseil Général, etc... Le parti progressiste martiniquais, lui aussi y est allé de sa campagne, rendant les choses confuses à souhait, parlant de la gestion des affaires du peuple martiniquais par ses représentants qualifiés, et parlant d'autres fois de la gestion des affaires du prolétariat par le prolétariat; le PPM, qui fait parfois, de la surenchère par rapport au PCM s'est situé sur le même terrain. Il suffit de lire, "le Progressiste" du 26 Mars 1970, pour s'en convaincre, et en particulier l'article intitulé "Nos coqs

de combats" ; cet article présente les élections comme une vaste arène de combat où les "coqs" de combat représentant le peuple triomphent des réactionnaires et s'appêtent à aller "remplir la mission" qui leur a été confiée au sein du conseil général. Qu'elle est cette mission ? sera-t-elle menée à bien au sein du conseil général ? Le conseil général est-il l'instrument qui permettra au prolétariat de vaincre la bourgeoisie colonialiste et ses acolytes locaux ? Le PPM est muet sur ces questions, quant au PCG, il est lui-même tout surpris de se retrouver avec trois candidats de plus ; et il plastronne. Tout cela est bien terne.

Deux fausses notes pour tous ces messieurs : à la Guadeloupe un candidat du Gosier a placé sa campagne sous le signe de la lutte anti-colonialiste, approuvé par "La Vérité" (exclu du PCG) et chose bien plus importante, à la Martinique des jeunes ont inscrit durant la campagne des graffitis tels :

"Elections = Misère" "Ne Votons pas"

Le PCM les a condamné et s'est empressé, suivant ses "bonnes" habitudes d'affirmer que ces inscriptions étaient "inspirées par la préfecture de police" !!

Quant à nous, nous pensons malgré la maladresse de leur position (car il n'est pas dit qu'un parti prolétarien révolutionnaire, ne pourrait pas participer à la campagne électorale, s'il en avait les moyens pour avoir une tribune large lui permettant de développer son programme devant de larges auditoires, pour dénoncer en cas de "victoire" électorale, ce qui se passe au conseil général, pour faire comprendre aux travailleurs que la vraie lutte se mène ailleurs que dans les assemblées d'élus du conseil général ou à la chambre des députés.), que ce sont des jeunes qui réagissent devant la pourriture générale et l'électoratisme des partis communistes, qui demain pourront devenir des authentiques défenseurs de la classe ouvrière, de véritables militants révolutionnaires. Il auront beaucoup à apprendre ; mais tout compte fait leur réaction est saine, car en dehors des PCM et PPM, ils sont sans perspectives et s'orientent instinctivement, cet instinct là pour nous est le bon. Il auront toujours le temps de devenir expérimentés et plus réfléchis.

22 AVRIL 1970:

100<sup>ème</sup>

ANNIVERSAIRE

DE LÉNINE

Le 22 Avril 1870, naissait Vladimir Ilitch Oulianov, d'une famille de petits fonctionnaires. Il allait devenir quelque trente ans plus tard le principal dirigeant de la fraction "bolchévique" du Parti Ouvrier Social-Démocrate (ainsi se nommaient alors les marxistes révolutionnaires). C'est cette fraction bolchévique, devenue Parti Communiste (bolchévique) qui devait conduire le Prolétariat Russe à la prise du pouvoir en Octobre 1917.

On peut donc dire, que toute la vie consciente de Lénine se confond avec la lutte du prolétariat, dont il fut le plus fidèle serviteur, l'organisateur le plus conséquent, et l'un des théoriciens les plus éminents.

Toute sa vie, Lénine luttera impitoyablement pour l'armement théorique et organisationnel du prolétariat, polémiquant contre les falsificateurs du marxisme, appelant tous ceux qui se réclamaient du Marxisme à pousser leurs idées dans leur ultime conséquence : l'organisation de la lutte du prolétariat pour la prise du pouvoir. En particulier, l'effort de Lénine se portait fréquemment contre ceux qui, se déclarant marxiste, socialiste en parole, refusait la conséquence immédiate de cette position c'est-à-dire la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi, on ne peut que s'indigner de voir aujourd'hui, des "démocrates" de tous poils des "commu-

nistes" en parole, mais réformistes au fond, tels les Marchais, Waldeck-Rochet et autres staliniens, et tous leurs acolytes du PCF, PCG et PCM "fêter" en grande pompe le 100° anniversaire de LENINE.

Qu'ont-ils en commun avec Lénine tous ces gens ?

Tous ces messieurs n'ont fait qu'usurper le titre, le drapeau, l'apparence de communiste. Ils se réclament de Marx et de Lénine pour mieux les trahir. Car comment peut-on être marxiste-léniniste et être partisan du "passage pacifique au socialisme". Les bureaucrates du PCF de même que ceux du PCM et PCG n'ont aucun droit à "fêter" ainsi en grande pompe le 100° anniversaire de LENINE.

Mais, au fait, ne le font-ils d'autant plus bruyamment, que parce qu'ils sont plus éloignés, dans le fond, de la doctrine de Marx et Lénine.

Lénine lui-même, écrivait que de leur vivant les révolutionnaires sont combattus, avilis, mais qu'à leur mort on leur dresse des statues, on en fait des icônes inoffensives, on défigure le caractère révolutionnaire de leur doctrine, on en arrondit les angles, on en émousse le tranchant. Il arrive à Lénine ce qu'il dénonçait pour le cas de Marx.

Pour nous, la meilleure façon de "fêter" l'anniversaire de LENINE, est ~~de~~ d'accroître notre conscience des tâches révolutionnaires qui attendent les marxistes. Faire pénétrer les idées socialistes dans la classe ouvrière, regrouper les éléments les plus conscients, les plus talentueux de cette classe en un parti révolutionnaire, éclairer le chemin du prolétariat vers la prise du pouvoir, tels sont les tâches des révolutionnaires marxistes. Cela nécessitera bien du courage, celui d'accomplir les tâches obscures de la lutte quotidienne au sein de la classe ouvrière, celui de démasquer les faux révolutionnaires, ceux de la parole, ceux qui se parent des couleurs du communisme pour mieux maintenir la classe ouvrière à la botte de la bourgeoisie, ceux qui sous prétexte de la priorité de la lutte pour l'indépendance nationale, veulent freiner le développement de la conscience de classe du prolétariat dans les pays dominés par les grandes puissances impérialistes.

LENINE, n'appartient ni aux réformistes des Partis dits communistes, ni aux nationalistes radicaux des pays sous-développés, mais bien au prolétariat. Et si pour l'instant les forces du prolétariat communiste sont encore faibles, elles n'en sont pas moins promises à un grand développement dans les années à venir. Car le principal obstacle à leur développement, le stalinisme, c'est-à-dire les pires usurpateurs du titre de communiste, (à la Marchais - Nicolas - Bangou et Cie), apparaissent, de jour en jour, toujours plus sous leur vrai visage, celui de défenseurs de l'ordre bourgeois, en milieu ouvrier.

A la condition d'accomplir un travail suivi, sérieux et opiniâtre, rien n'empêchera de nouveau les véritables Léninistes, d'être la force dirigeante du mouvement ouvrier, car ils expriment de la manière la plus juste les aspirations profondes du prolétariat et des masses exploitées en général.

AUX DIFFICULTÉS  
DES PETITS  
COMMERÇANTS...  
CHABAN RÉPOND  
PAR LA MATRAQUE  
ET LA RÉPRESSION  
JUDICIAIRE

Après les manifestations des étudiants (Nanterre particulièrement), des routiers (blocage des autoroutes), le mécontentement des commerçants, des travailleurs indépendants et des artisans, s'est traduit par le blocage des routes : barrages de voitures sur les grands axes de circulation et aux abords des grandes villes. Ces manifestations comme toutes les autres procèdent de la même cause : l'incapacité du gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas à donner une réponse satisfaisante aux problèmes des différentes couches sociales et leur insistance à faire supporter aux travailleurs et à la petite bourgeoisie la charge de leur mauvaise gestion.

Avec la même insistance bornée, le gouvernement répond toujours au mécontentement par la répression. Après la manifestation des commerçants, 246 d'entre eux se sont vu retirer leurs permis de conduire, 60 faire l'objet de poursuites judiciaires, 759 inculpés pour entrave à la circulation, et ce n'est pas fini, les arrestations et incarcérations continuent. Pompidou n'a-t-il pas donné le ton : "Nous n'accepterons pas que le désordre s'installe dans notre société".

L'économie capitaliste, en vertu du grand principe de la liberté du commerce, de la loi de la concurrence, aboutit forcément à la concentration des entreprises. Du fait de leur taille certaines grosses sociétés, jouissent d'une influence croissante et peuvent obtenir du gouvernement - chargé de défendre leurs intérêts - certains avantages : octroi de crédits importants, exonération de certaines impositions etc... ; avantages que les petits commerçants ne peuvent obtenir, et par conséquent, ils subissent une concurren-

rence très vive de la part de ces grosses sociétés (supermarchés par exemple).

De ce fait, leur situation empire de jour en jour et une grande partie des petits commerçants sont condamnés à disparaître à plus ou moins longue échéance. Par conséquent, ils viendront grossir les rangs du prolétariat. Cette concentration est le résultat normal du développement de la production.

Il est indéniable que les supermarchés, les libres-services constituent un progrès par rapport aux boutiques individuelles, mais précisément, la tare du système capitaliste c'est que chaque progrès s'accompagne de souffrance et de misère pour certains. La partie des petits commerçants qui fait les frais de ces progrès ne bénéficie d'aucune protection contre les conséquences de ces progrès du système de distribution capitaliste. Là aussi, c'est l'anarchie et la loi de l'élimination des plus faibles.

C'est pourquoi le prolétariat doit se sentir solidaire de la lutte des petits commerçants et leur apporter toute son aide. Telle doit être l'attitude de la classe ouvrière et des militants révolutionnaires face à la lutte des couches sociales opprimées par la bourgeoisie, notre <sup>ennemi</sup> commun. Mais nous ne devons pas oublier que la petite-bourgeoisie, si elle est capable de lutter avec acharnement contre la bourgeoisie, elle le fait par conservatisme, principalement parce qu'elle se sent menacé dans son existence même. Donc sa lutte est défensive quels que soient les aspects qu'elle peut prendre, violents ou pacifiques. C'est pour cette raison que la petite-bourgeoisie peut suivre des partis politiques de droite ou d'extrême-droite dans des périodes de crises sociales profondes. Ces partis, le plus souvent, font à la petite-bourgeoisie des promesses fallacieuses, impossibles à réaliser et orientent leur colère non vers la bourgeoisie responsable de leur situation, mais vers la classe ouvrière et ses organisations. Et dans ces conditions, sa lutte se mène avec beaucoup d'acharnement. C'est ainsi que nous aboutissons à un régime fasciste. N'est-ce pas ainsi qu'a procédé Hitler et son devancier Mussolini.

Cependant, si cette hypothèse est possible, ce n'est pas la seule qui s'offre à la petite-bourgeoisie. Elle peut, dans certaines conditions, mener la lutte au côté du prolétariat. Mais pour ce faire, le prolétariat doit être organisé, avoir un programme politique dans lequel il offre, entre autres, des perspectives véritables de luttes pour des conditions de vie meilleures, à la petite-bourgeoisie. Le prolétariat doit lui servir de guide dans sa lutte contre la bourgeoisie. Car lui seul est capable de résoudre effectivement les problèmes de la petite-bourgeoisie, en particulier, et ceux de la société en général, en luttant contre l'exploitation de la bourgeoisie.

PIERRE JEAN-CHRISTOPHE

BAILLONNER  
LES  
RÉVOLUTIONNAIRES  
LE  
GOUVERNEMENT  
Y PARVIENDRA-  
T-IL ?

Depuis un certain temps déjà, on assiste en France, à un renforcement chaque jour accru de l'appareil policier. C'est que, devant le mécontentement latent des différentes couches sociales, le gouvernement n'a recours qu'à deux procédés : lâcher du lest quand la colère des uns déborde et réprimer ceux dont la colère ne s'est pas manifestée avec assez de force. Quant à résoudre les problèmes posés par les étudiants, les commerçants ou les travailleurs, il n'en est pas question. Le gouvernement devrait puiser dans les poches de ses maîtres, les capitalistes, or il est occupé à les aider à se les emplir. Reste donc l'utilisation "concertée" de la matraque. Le conseil des ministres discute, Pompidou menace et Marcellin matraque. La concertation, en somme !

Mais s'attaquer de front à tous les mécontents serait dangereux, car il résulterait, contre le gouvernement, un vaste mouvement dont MAI 68 a fait prendre goût à toutes les couches de la population laborieuse. Aussi le gouvernement procède-t-il avec précaution.

De même, en vue de s'éviter plus de déboires qu'il n'en a actuellement, le gouvernement Pompidou est-il décidé à réprimer les mouvements gauchistes. En le faisant, ce n'est pas leur force actuelle qu'il attaque, ce n'est pas ce qu'ils représentent effectivement en tant que force sociale, mais c'est bien plutôt le danger à venir que les gauchistes pourraient représenter, car ils sont les seuls à vouloir lutter et organiser la lutte des travailleurs véritablement contre la bourgeoisie. Et à plus ou moins longue échéance, ils sont appelés à trouver l'audience des travailleurs, et partant de tous ceux qui, mécontents de la politique du gouvernement, cherchent une voie pour exprimer ce mécontentement.

Le journal "Le Monde" (1er Avril) ne révèle t-il pas que le nombre d'interpellations dans la période du 22 Novembre 1969 au 22 Mars 1970 s'élève à 890, chiffre qui est le double de celui de l'année dernière pour la même période. Toutes ces interpellations sont faites à l'encontre des vendeurs de journaux ou de diffuseurs de tracts "gauchistes", bien que ces journaux, pour la plupart, soient autorisés par le gouvernement même. La contradiction est flagrante et nous ne pouvons que constater que la bourgeoisie n'hésite pas à passer outre ses propres lois quand sa politique est contestée.

Ainsi, le directeur du journal "La Cause du Peuple", organe de la Gauche Prolétarienne, Le Dantec, a été incarcéré à la suite de plaintes déposées par le Ministre de l'Intérieur, Marcellin, (après l'incendie des Moulins de Corbeil et du sac de la mairie de Meulan). Pour réprimer des militants, n'importe quel prétexte convient à la bourgeoisie. En fait, ce militant est poursuivi parce qu'il dénonce la politique de Pompidou et Chaban et aussi parce que le gouvernement sait que les militants gauchistes ne sont pas suffisamment liés à la classe ouvrière.

Tous les militants révolutionnaires doivent soutenir énergiquement Le Dantec, qu'ils partagent ou non ses opinions de tactique et de stratégie politiques. C'est pourquoi il est non moins impératif que tous les ouvriers, français et émigrés, comprennent la nécessité de faire front commun contre la répression malgré les prises de positions anti-gauchistes du P.C.F. qui soutient dans cette tâche le gouvernement.

Si le P.C.F. se réjouit de voir le gouvernement le débarrasser des gêneurs sur sa gauche, il n'en joue pas moins un jeu dangereux. Car le parti, actuellement (malgré ses trahisons successives) qui représente la classe ouvrière, c'est encore le P.C.F. et à plus ou moins brève échéance, c'est le P.C.F. lui même que le gouvernement attaquera, avec les armes forgées contre les gauchistes, afin de priver la classe ouvrière de tout moyen de riposte organisée. Le P.C.F. obligé de justifier sa raison d'être, est tenu de défendre, dans une certaine mesure, les revendications des travailleurs, tout en les maintenant dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie. Mais on l'a bien vu en Mai 68, la classe ouvrière peut amener le P.C.F. à défaire ses savants calculs et c'est cela que la bourgeoisie pourrait ne plus admettre de la part du P.C.F.

En fin de compte, en adoptant une position ambiguë ou même franchement favorable à la répression anti-gauchiste, c'est en quelque sorte sa propre tombe que le P.C.F. commence à creuser.

MARIANNE TIBUS

Depuis quelque temps, la SIG (Société Immobilière de la Guadeloupe) a décidé d'augmenter les loyers des HLM. Ces loyers passent dans certains cas (Cité Henri IV, à Pointe-à-Pitre) de 61 F à 74 F.

Comme il fallait s'y attendre, les protestations des locataires ont commencé à se faire entendre, reprises par journaux anti-colonialistes.

LA S. I. G.

AUGMENTE

L'on se souvient des méfaits de la SIG dénoncés déjà, depuis plusieurs années par le Progrès Social notamment. Cette société, soutenue par le gouvernement et bien souvent couverte de l'autorité de quelques élus (maires et députés), mêmes "communistes" d'ailleurs, s'accapare à bas prix des terres et construit des HLM, sans se soucier des intérêts de ceux qu'elle déplace. De plus, de nombreux décasés reçoivent la promesse d'être relogés dans les cités et attendent éternellement d'être recasés en HLM (s'ils en ont les moyens bien que le prix soit faible !).

SES

Evidemment, le problème n'est pas qu'il faille continuer à habiter des cases, au contraire, il faudrait bien plus d'HLM qu'il n'en a été construit. Mais compte tenu de la situation sociale existante, il faut reloger les décasés dans les HLM, quitte à l'administration de régler les loyers ou partie des loyers à la SIG.

LOYERS

Nous reproduisons ici, la Résolution votée par le Comité Provisoire de Défense des Intérêts des Locataires d'Immeubles de la SIG :

RESOLUTION DU C.P.D.I.L.

Le Comité Provisoire de Défense des Intérêts des Locataires des Immeubles de la (S.I.G.) réuni en Assemblée Générale le 25-1-70

Considérant que la Société Immobilière de la Guadeloupe a pris la décision d'augmenter les loyers des immeubles types H L M notamment ceux situés au Raizet et autres.

Considérant qu'aucune décision officielle n'a autorisé les propriétaires d'Immeubles d'habitation à augmenter les loyers au cours de l'année 1969 ni au cours des années antérieures.

Considérant que ces immeubles sus indiqués sont des logements économiques à loyers modérés qui ont été mis à la disposition des personnes décaisées qui ont été relogées par priorité.

Considérant que tous les locataires sont des gagne-petits ou des assurés sociaux ayant charge de famille et de modestes revenus.

Considérant que pour faciliter la politique du sous développement et de l'amélioration de l'habitat, la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe avec l'argent des travailleurs accorde et continue d'accorder à la S.I.G. sur son budget d'action sociale d'importantes subventions.

Le Comité de Défense sûr d'exprimer la volonté unanime de ses membres proteste contre l'augmentation des loyers des immeubles en cause et prend des dispositions pour engager un recours contre toute exigence à ce sujet de la part de la S.I.G.

En outre,

Le Comité revendique sa représentation au sein du Conseil d'Administration de la S.I.G. afin qu'il puisse avoir un droit de contrôle sur :

- 1°) la distribution du logement
- 2°) l'examen des lieux avant l'installation de l'occupant
- 3°) les clauses du bail et la fixation du prix des loyers.

La présente Résolution sera remise au Président du Conseil d'administration de la S.I.G. et au Directeur de la dite Société.

- Au sous-préfet de Pointe à Pitre.
- Au maire de la Ville de Pointe à Pitre.
- Au Président du Conseil d'Administration de la Caisse de Sécurité Sociale.

Dit que la présente résolution sera communiquée à

la Presse.

Fait à Pointe à Pitre le 5-1-70

Le Président  
GANE Evariste

Le Secrétaire.  
BLOMBOU Nicaise

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

## LE PROGRÈS SOCIAL ET LA DÉSALIÉNATION

Dans son numéro du 14 mars, dans un article intitulé "La Fleur de Mai", Brutus, parlant de Mai 1967 à la Guadeloupe et de Mai 68 en France, écrit :

"La Tâche principale est la désaliénation... La Fleur de Mai c'est l'espérance de la vie. C'est la foi en un avenir meilleur. C'est une étincelle envoyée par Dieu pour réchauffer les coeurs".  
(souligné par Lutte Ouvrière)

Décidemment, il faut s'attendre à tout avec "Le Progrès". Un jour gaul- liste, le lendemain pour l'autonomie ou l'indépendance, parfois même se référant au Marxisme, aujourd'hui, "Le Progrès" recueille pieusement les étincelles lancées par le "Seigneur".

Espérons que le vent de "désaliénation" soufflera aussi sur le Progrès Social.

OGIER

A PROPOS  
DE L'A.G.E.G.:  
DISCUSSION  
OU  
POLÉMIQUE  
STÉRILE

Lors de la sortie du n° 1 du journal de l'Association des Etudiants Guadeloupéens (AGEG), nous avons relevé un certain nombre d'attaques gratuites et même d'affirmations injurieuses à notre encontre.

Dans son n° 2, le même journal relève lui dans notre journal, le fait que nous dénoncions le manque de démocratie à l'AGEG comme un propos malhonnête de notre part. Nous n'aborderons pas aujourd'hui la question de Matouba, car il y aurait trop long à dire sur ce sujet et cela poserait d'autres problèmes que ceux que nous voulons soulever dans cet article.

Donc, sur la démocratie ou sur le manque de démocratie, sur le manque d'un véritable climat démocratique à l'AGEG, nous croyons que ceux qui ont suivi les Assemblées Générales, le Congrès (8°) de l'AGEG, il y a deux ans pourront témoigner, de même, que sur les A.G. qui ont suivi ce Congrès, que nous n'affirmons là rien de faux. Et l'affaire toute récente de la section de Toulouse de l'AGEG n'est pas là pour nous démentir. Là aussi, un militant, soupçonné ou se réclamant ouvertement d'être trotskyste se trouve sous le coup de sanctions du C.E. et du C.A. de l'AGEG. Là aussi le congrès approuve. Les statuts permettent de sanctionner et de demander la démission d'un responsable de section de l'AGEG, même contre l'avis de ceux qui l'ont élu. Belle démocratie ! Enfin, il s'agit là de problèmes sur lesquels les militants de l'AGEG devront se prononcer. Mais nous voulions montrer que notre propos sur le manque de démocratie à l'AGEG, garde toute sa valeur.

Cependant, outre ces problèmes, il reste que les militants qui dirigent l'AGEG, représentent un courant d'idée bien particulier. Ils cherchent à dégager un certain

nombre de lignes directives pour la révolution à la Guadeloupe. Nous ne partageons pas toutes leurs idées, loin de là, mais puisqu'ils se sont décidés à expliquer que nous faisons fausse route, nous aimerions qu'ils procèdent de manière la plus sérieuse possible. Car c'est la seule manière qui rendra quelques fruits véritables. En particulier, il serait souhaitable qu'en dehors des questions concernant proprement la vie même de l'AGEG une discussion politique s'engage sur les problèmes de fond. A savoir, l'appréciation de la Révolution de libération nationale, le rôle du prolétariat dans une telle lutte le problème du parti du prolétariat, celui de l'activité des étudiants révolutionnaires au sein du prolétariat, celui de l'internationalisme etc... en bref, toutes les questions fondamentales, que tout militant s'estimant marxiste doit aborder et tenter de comprendre clairement.

Nous ne prétendons pas, précisément, "inventer" une ligne, notre position sur tous ces problèmes s'appuie sur la tradition marxiste, sur l'expérience passée du mouvement marxiste et en particulier sur les travaux des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (3<sup>e</sup> internationale).

Nos positions actuelles sont appuyées en outre sur l'expérience des militants qui, groupés autour de Trotsky menèrent la lutte contre la décomposition de l'État et du parti en URSS, décomposition dont on peut voir les résultats dans la politique de l'URSS depuis 40 ans.

Certes, la théorie de Marx et l'expérience passée du mouvement ouvrier doivent être alliées à une analyse approfondie des conditions particulières existant aux Antilles. Mais justement seule une maîtrise des premières permettra l'accomplissement correcte de la seconde tâche.

Ainsi donc, nous invitons les militants de la tendance dirigeante actuelle à l'AGEG, à discuter de ces problèmes là, puisque leurs attaques furieuses contre nous, les mettent en demeure d'expliquer à leurs camarades et à toute l'AGEG, pourquoi et comment nous "divisons" l'émigration, en quoi nous sommes opportunistes.

Si la discussion, dépasse le cadre des polémiques vaines, des citations tronquées, des affirmations fondées sur des paroles rapportées, bruits de couloir et Cie, elle sera profitable à tous et en fin de compte au prolétariat antillais.

MAX RODON

# VIE DE L'ÉMIGRATION:

P. T. T. :  
CONDITIONS  
DE TRAVAIL,  
SYNDICATS,  
ET LUTTE DES  
TRAVAILLEURS.

Régulièrement, aux PTT, aux Chèques Postaux, comme dans les centres de tri ou les bureaux-gare, nos camarades subissent les brimades de la direction, les rigueurs du travail et sont en butte à toutes sortes de tracasseries.

Beaucoup de ces problèmes sont communs aux camarades antillais et français, d'autres sont particuliers aux camarades antillais et sont dus à leur situation d'émigré.

Ainsi, xénophobie, racisme, non titularisation, déqualification, nombreuses discriminations existant entre la situation de nos camarades en France et celle des collègues français, travaillant aux Antilles sont choses courantes aux PTT, dans la plupart des centres. Et de plus en plus le mécontentement grandit parmi nos camarades qui, dans plusieurs centres essaient d'impulser des actions syndicales revendicatives sur ces problèmes particuliers, tout en participant aux grèves organisées par les syndicats.

Ainsi, le mois dernier, dans la plupart des gros centres de tri, les camarades antillais ont activement participé aux grèves avec les camarades français pour réclamer un samedi après-midi de repos par mois.

Au début du mois, la C.G.T. organise séparément dans quelques gros centres de tri des grèves d'une demi-journée, brigade par brigade.

A PARIS BRUNE: Le mot d'ordre de grève fut lancé pour les deux brigades concernées par le samedi après-midi, les brigades A et B.

La brigade A débraya la matinée du premier jour, la brigade B le 2<sup>e</sup> jour.

Rien ne fut arraché à la direction, beaucoup de camarades antillais furent écoeürés de la mollesse de l'action entreprise, d'autant plus que des responsables C.G.T. ayant fait grève le matin allèrent faire leur calife (heures supplémentaires) l'après-midi comme d'habitude et que la brigade de l'après-midi fut obligée de faire dans le même temps le double travail habituel, le sien et celui de la brigade ayant débrayé le matin. Après cet échec, la direction CGT de Brune promit une action de plus grande envergure à l'échelle nationale !!!

Les 17 et 18 mars, les trois syndicats C.G.T., F.O., C.F.D.T. lancèrent un mot d'ordre de grève dans les seuls bureaux gares pratiquement (gare du nord, de l'est, PLM gare de Lyon)

Que ce soit à la gare de l'est ou à la gare de Lyon, la plupart des camarades antillais participèrent.

Mais ce furent les "Salles" seulement qui débrayèrent et comme toujours brigade après brigade. Les camarades du transbord n'étaient pas appelés à participer. Ainsi, le déchargement des trains et des cars PTT a pu se faire et n'a pas gêné le trafic habituel.

PLM (GARE DE LYON) : Le 17, la brigade A en 12/20 débraya. Le 18 c'était au tour de la brigade B 12/20. Un appel à la grève pour les nuiteux fut aussi lancé le jeudi 16 mars pour la brigade C. Le mercredi 18 mars pour la brigade D.

Mais l'action timide et cloisonnée des syndicats ne permet d'aboutir à aucune satisfaction. L'exemple d'un camarade qui fit grève en quelque sorte "par erreur" nous prouve le ridicule de la tactique des directions syndicales de lancer des grèves sectorielles et par brigade.

En effet, un camarade du PLM travaillant au transbord a suivi le mouvement alors que le transbord n'était pas en grève. Le lendemain, il reçut un procès verbal 532 (une des plus fortes sanctions de la direction aux PTT) Le camarade alla voir le délégué CGT qui lui répondit que "ce n'était pas grave".

Au transbord de nuit, tous les travailleurs avaient fait grève en même temps et là, évidemment, personne ne reçut de P.V. L'attitude du camarade qui a fait grève prouve que lorsque les syndicats lancent un mot d'ordre par secteur, certains travailleurs y perdent leur latin, ne comprennent pas, se "trompent". L'exemple du camarade prouve que chez une partie des travailleurs existe une tendance à l'unité dans l'action, à vouloir un mouvement d'ensemble. Mais il faut espérer que beaucoup de travailleurs "se trompent" comme cela dans l'avenir. Dans le même bureau gare, les camarades antillais subissent quotidiennement les brimades de la direction et des petits chefs. Ainsi, beaucoup de camarades habitent très loin du PLM et arrivent quelquefois en retard le matin, pour 10 ou 15 minutes de retard ils se font réprimer par les surveillants : les "bidous"

Les camarades qui viennent d'arriver des Antilles, sont souvent mis au

transbord, en plein hiver et n'étant pas habitués au climat, subissent les rigueurs du froid.

Plusieurs revendications ont déjà été faites sur ce problème par plusieurs antillais du P.L.M.. Ils demandent que :

-- Les camarades arrivant des Antilles ne soient pas affectés au transbord.

- que tous bénéficient d'une prime de froid au même titre que les collègues français ayant une "prime de chaleur" aux Antilles.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Dernièrement, un camarade qui venait de réussir au concours de préposé fut payé comme auxiliaire et le mois d'après, il reçut la moitié de son salaire. Il apprit que si l'administration procédait de telle façon, c'est parce qu'elle devait le nommer au transbord.

Mais la santé du camarade ne lui permettait pas de travailler dans le froid et un certificat médical le prouvait. La direction lui promit de le nommer plus tard, ce qui lui permettait de ne pas donner au camarade ce qu'elle lui devait.

Tout ce que les bureaucrates de la C.G.T. peuvent faire, c'est une démarche au Ministère des P.T.T. Le résultat ne sera sans doute pas très positif.

Que ce soit dans l'action avec les grandes centrales syndicales ou en luttant pour leurs propres revendications, les travailleurs Antillais doivent impulser le plus possible l'action revendicative en faisant continuellement pression sur les syndicats.

Ils doivent malgré tout, participer à tout mouvement, toute grève en essayant de pousser toujours plus le syndicat, en l'obligeant à entreprendre des mouvements d'ensemble et à abandonner les grèves "bidons", sectorielles qui conduisent les ouvriers à lutter séparément et qui ne font pas peur à la direction.

PIERRE ARISTIDE

« PETITE  
ENTREPRISE »

« PETIT PATRON »

PETIT « BONZE »

ET

OUVRIERS

EN LUTTE

Vers le mois de septembre, un camarade travaillant dans une petite entreprise d'une centaine d'ouvriers environ divisée en trois secteurs, service écreteur (pose d'appareil régulateur sur les compteurs à gaz), périmètre (travaux de canalisation) et électricité pensa qu'il fallait créer une section syndicale dans l'entreprise.

Vu les conditions générales de travail et les brimades du "petit patron", (cadences de travail abusives, licenciements pure et simple) envers les ouvriers, vu le manque total d'organisation syndicale, la création d'une section s'imposait pour les ouvriers de l'entreprise.

Le camarade prit contact avec un représentant C.G.T. de la fédération du bâtiment permanent à la bourse du travail.

Peu de temps après, le directeur de l'entreprise reçut une lettre de la direction syndicale lui précisant que le camarade était désigné comme représentant de la C.G.T. dans l'entreprise et lui demandant qu'ils se mettent d'accord quant à la date des élections de délégués du personnel.

Le camarade délégué est donc allé voir le patron tout de suite : "Monsieur, j'ai reçu une lettre me précisant que vous êtes délégué C.G.T. dans mon entreprise et que nous devons nous entendre sur la date des élections de délégués du personnel. Mais, je ne veux pas de syndicat chez moi, tous les travailleurs sont heureux ici. En 1936 il y avait eu grève chez moi, ce qui avait entraîné ma faillite. Pourquoi n'êtes vous pas venu me voir pour faire rehausser votre salaire ?"

Le camarade : "ce n'est pas mon

salaire seulement qu'il faudrait rehausser, mais celui de tous les ouvriers. Je suis venu pour m'entendre avec vous sur la date des élections qui est déjà retenue sur une liste C.G.T. "

La date fut donc retenue. Mais vu qu'une seule liste C.G.T. existait, le patron qui connaît bien la loi de la "division pour régner" coopta quatre ouvriers, leur fit de belles promesses quant à leur salaire et, étant donné qu'ils étaient en bonne relation avec beaucoup d'ouvriers, leur dit qu'ils devraient se présenter sur une liste de F.O. déjà contacté par lui au préalable.

Un des quatre ouvriers qui n'accepta pas ce marché raconta l'entrevue.

#### LES ELECTIONS DE DELEGUES :

Deux jours avant la date prévue pour les élections, le patron fit part au permanent C.G.T. par téléphone, sans même consulter le camarade délégué de sa volonté de repousser la date des élections sous prétexte qu'il avait des "camarades" qui voulait se présenter sous l'étiquette F.O.

Le permanent accepta le marché. Le camarade délégué alla le trouver pour lui demander des explications sur ces manœuvres. Il lui fit répondre : vous comprenez, avec deux syndicats il y aura plus de démocratie etc...

En fait, il ne s'agissait pas tant d'empêcher une section F.O. de se créer que de déjouer la façon dont elle allait être créée, parachutée par la direction par cooptation d'ouvriers.

Ainsi, le représentant permanent C.G.T. commençait déjà à cautionner les manœuvres patronales.

#### LE TRUQUAGE DES ELECTIONS :

Il y eu deux listes F.O. et C.G.T.

La direction manoeuvra encore en truquant l'horaire prévue pour les élections. En effet, dans tous les secteurs autres que celui où travaillait le camarade délégué C.G.T., c'est-à-dire aux écreteurs, il fit avancer l'heure.

Si bien que lorsque les camarades des écreteurs vinrent voter à l'heure prévue, ils s'aperçurent que beaucoup d'autres avaient déjà voté. Le résultat de ce truquage d'horaire fut que beaucoup de camarade émigrés (yougoslaveves, algériens etc..) travaillant à l'extérieur, aux terrasseriers, ne sachant absolument pas de quoi il s'agissait furent appelés par la direction pour voter. Il leur fut remis des bulletins F.O. sans explications et ainsi les camarades partisans de la C.G.T. ne purent contrôler le bon déroulement

de cette élection.

Les conséquences furent que F.O. eut la majorité aux élections. Le camarade représentant C.G.T. fut néanmoins élu délégué du personnel

#### ACTIVITE DE LA SECTION CGT DANS L'ENTREPRISE

Le camarade délégué avait déjà entrepris un travail d'explication sur la raison du syndicat, sur la lutte à mener, et une vingtaine de camarades avaient adhéré au syndicat.

fut

La première lutte qui fut menée/pour la défense d'un ouvrier du "péri-mètre" contre le patron qui lui avait fait payer en retenant 280,00 F sur son salaire une chignolle perdue ou volée sur un chantier. De plus, le patron menaçait de retenir encore 230,00 F. sur le salaire du camarade.

Le camarade obtint satisfaction avec l'aide du syndicat C.G.T. et il fut remboursé. C'était un premier échec pour le patron, d'autant plus que cette victoire du syndicat entraîna de nouvelles adhésions à la section. Tout de suite, la section C.G.T. renforcée décida de réunir l'ensemble des ouvriers, ceux de F.O. compris, pour dresser une liste de revendications.

A cette réunion, tous les ouvriers, les délégués F.O. aussi tombèrent d'accord sur la liste revendicative. Mais peu de temps après, les délégués F.O. furent appelés par le patron qui fit pression sur eux et qui leur fit nier toute participation à cette lutte revendicative. Après cette trahison, F.O. dévoila son véritable visage de syndicat "bidon" aux yeux d'un certain nombre de travailleurs et beaucoup le quittèrent pour adhérer à la section C.G.T.

#### MANOEUVRES DU PATRON :

Avec l'appui tacite de F.O., le patron refusa catégoriquement de satisfaire les justes revendications des camarades C.G.T. et divisa son entreprise en trois sociétés distinctes juridiquement mais correspondant aux trois secteurs existant.

Ainsi, le patron voulait recommencer les élections dans chaque société, de telle façon que chaque délégué syndical qu'il y aurait dans chacune des sociétés n'ait rien à voir avec ce qui pourrait se passer dans les autres secteurs, dans le but de diviser l'ensemble des ouvriers et d'empêcher la création d'un comité d'entreprise, puisque chaque société comprendrait moins de 50 ouvriers. De plus, il baissa le salaire des camarades des écrivains. Les camarades ripostèrent par voie de tract en refusant de recommencer les élections.

Une première entrevue eut lieu entre le permanent C.G.T. et le patron qui avait refusé de recevoir le camarade délégué. Le permanent ne fit rien

pour s'opposer à l'attitude du patron.

Une deuxième entrevue eut lieu mais cette fois avec l'inspecteur du travail qui exigea la présence du délégué, mais le patron maintient la baisse des salaires aux écreteurs et refusa de discuter de ce problème.

#### LA GREVE :

Les camarades des écreteurs ripostèrent immédiatement en lançant un mot d'ordre de grève illimitée dans leur propre secteur qui fut suivie à 90%. Ils demandaient la satisfaction des revendications exprimées sur la liste qu'ils avaient faite et refusaient la diminution de leurs salaires. Le patron refusa de céder et assaya de briser la grève en envoyant un des délégués F.O. et deux ouvriers travailler aux écreteurs.

Après quelques jours il embaucha des ouvriers pour travailler à la place des grévistes. Les camarades grévistes changèrent donc de méthode et reprirent le travail sur un mot d'ordre de grève du zèle.

C'est à ce moment, après huit jours de grève que le patron licencia sans préavis les camarades grévistes et mit à pied le camarade délégué et le suppléant. L'inspecteur du travail fut saisi de l'affaire, refusa le licenciement du délégué et du suppléant et porta l'affaire devant les prud'hommes à la demande du délégué. Cependant il entérina le licenciement des autres camarades.

Le patron finit par réembaucher le camarade délégué devant l'impossibilité juridique de le licencier, mais actuellement, il cherche à le dégoûter, à provoquer son départ en le plaçant dans des conditions de travail déplorables.

Le camarade est lâché dans Paris avec une brouette et c'est à lui à se débrouiller pour faire des kilomètres pour poser des compteurs, alors qu'il pourrait en poser plusieurs dans le même immeuble, on lui en donne plusieurs à poser à de longues distances, sa paye a ainsi baissé de près de 400,00F. car il lui est impossible dans ces conditions de faire un rendement correspondant à son ancien salaire.

De plus, les rapports entre la direction et le camarade se sont considérablement détériorés. Les vexations, les réflexions racistes, les menaces de violence même sont faites à l'encontre du camarade.

Dans ces conditions ce dernier refuse de reprendre le travail mais continue de faire son travail syndical d'information parmi les autres ouvriers.

#### ATTITUDE DU PERMANENT BUREAUCRATE DE LA C.G.T.

Ce n'est que sous la pression constante des camarades de la section

que le permanent de la C.G.T. accepta le principe de la grève et les revendications, mais jamais il n'essaya de lutter sérieusement avec les camarades pour gagner le combat, au contraire il passa plusieurs fois par dessus la tête des camarades pour discuter seul avec le patron. Alors que, pendant la grève, une réunion était prévue avec l'ensemble des ouvriers, l'inspecteur du travail et le patron, les ouvriers attendirent en vain le permanent.

En fait pour ce bureaucrate syndicaliste comme il y en a tant dans la paperasse des bureaux de la Bourse et des fédérations, il s'agissait d'isoler des éléments jugés trop "remuants", trop "durs", trop "gauchistes" en quelque sorte.

Avant de voir en la personne du camarade délégué un représentant ouvrier qu'il fallait aider à fond, soutenir, il y vit un "gauchiste" qu'il fallait isoler avec l'aide du patronat.

Actuellement, le bonze a complètement laissé tomber les camarades licenciés et le délégué, il s'arrange pour se disculper, pour éviter toute rencontre avec le délégué qui vient lui demander des explications.

Voilà comment un bonze syndical prétend défendre les intérêts des travailleurs.

Nous pensons que la lutte menée par les camarades de l'entreprise peut-être très enrichissante pour ceux qui l'ont effectivement menée et pour tout militant révolutionnaire, elle peut aussi éclairer beaucoup de militants quant à l'attitude d'un "petit patron" type, et "petit bonze C.G.T." type et sur les conditions de lutte des ouvriers dans bon nombre de petites entreprises comme celle dont nous avons parlé.

Les camarades licenciés et le camarade délégué continuent le combat, les uns sur le plan juridique, l'autre sur le terrain de l'entreprise et juridiquement à la fois.

Ils ont acquis une certaine expérience qui les aidera dans leurs luttes futures et ne se tiennent absolument pas pour battus même s'ils n'ont pas remporté une victoire.

IGNACE

Le 18 mars dernier le prince Sihanouk était renversé alors qu'il était absent du pays, par un coup d'état d'extrême-droite. En fait si quelques hommes de droite ont pu s'emparer aussi facilement du pouvoir c'est pour deux raisons principales :

CAMBODGE :

- La première est que le régime du prince Sihanouk subissait déjà fortement la pression de l'extrême-droite. Sous couvert de démocratie et de neutralité le régime de Sihanouk était en fait un régime corrompu où déjà régnait la répression contre les paysans Khmers et la propagande anti-vietcong qui ne faisait qu'accentuer les préjugés anti-vietnamiens dans la population.

COUP D'ÉTAT

- La deuxième raison est que l'impérialisme U.S. a besoin, de régimes sûrs, bien dévoués à sa politique vietnamienne, de solides points d'appui.

D' EXTRÊME-

En effet, le gouvernement U.S. sait très bien que la guerre ne durera pas indéfiniment, qu'un jour où l'autre il lui faudra envisager un sérieux désengagement au Vietnam. Seulement il ne l'envisage pas à n'importe quel prix, il ne l'envisagera qu'en étant sûr que le Vietnam du Sud et par la même tout le Sud-Est asiatique ne lui échappe pas, c'est dans cette perspective qu'il met en place des régimes apparemment neutres, en réalité entièrement dévoués à sa politique et pouvant constituer aussi des têtes de pont ayant valeur stratégique.

DROITE

Nous ne pouvons savoir si le coup d'état cambodgien est l'oeuvre montée de toute pièce du gouvernement américain où s'il est le résultat des forces militaires cambodgiennes de droite alliés à la C.I.A.

Toujours est-il que les U.S.A. constituent un des plus forts supports du régime actuel au cambodge et qu'il ne peut-

... que satisfait de tels événements, sa promptitude à reconnaître le nouveau régime en est une preuve.

Le prince Sihanouk quant à lui passe maintenant de fait dans le camp "anti-impérialiste" et d'ici à ce qu'on fasse de lui un nouveau leader anti-impérialiste, ou même pourquoi pas, un internationaliste prolétarien, il n'y a pas loin, ce ne serait d'ailleurs pas le premier. En effet, le soutien qui lui est accordé par Castro ou la Chine, ses propositions de créer un front uni de lutte contre le régime en place et la présence américaine, ses appels à la population paysanne et aux khmers rouges qu'ils réprimaient encore hier, tout cela contribue à faire de Sihanouk ce nouveau "chef de file de l'anti-impérialisme".

En réalité Sihanouk se soucie fort peu des paysans khmers ou des ouvriers des villes, ce n'est qu'un petit bourgeois légèrement teinté de libéralisme.

Mais ce dernier peut très bien dans les jours à venir mobiliser une frange de la petite bourgeoisie cambodgienne à ses côtés, paysans, intellectuels, petits bourgeois libéraux etc... et entamer un combat analogue à celui du F.L.N. sud vietnamien. Pour les petits bourgeois, le reformisme du programme n'exclut pas le radicalisme des méthodes et dans ce sens les révolutionnaires devront le soutenir. D'ailleurs la situation se précise de plus en plus dans ce sens.

A Phnom-Penh, dans les villages, c'est maintenant la chasse aux vietcongs et par la même à la population civile vietnamienne, ce sont les rafles quotidiennes, les tirs "par erreur", le massacre de paysans opposants au nouveau régime, les combats contre les troupes vietcongs qui sont au Cambodge. Il faut donc s'attendre à ce que l'escalade U.S. classique se produise au Cambodge, après les "conseillers", les B 52, puis éventuellement les G.I'S et la levée de troupes cambodgiennes favorables.

Mais le gouvernement américain par le même risque de s'enliser encore plus dans un borbier car rien ne dit que les masses cambodgienne paysanne notamment ne répondront pas le camp de la guérilla comme au Laos ou au Vietnam.

CLAIRE GOYA